

Afrique du Sud

Développements macroéconomiques récents

Le PIB de l'Afrique du Sud a chuté de 6,4 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19 qui a perturbé le commerce et les voyages. L'économie a connu une croissance estimée à 4,9 % en 2021, grâce à la reprise de la finance du côté de l'offre et de l'investissement fixe du côté de la demande. L'inflation globale a augmenté pour atteindre 4,5 % en 2021, contre 3,3 % en 2020, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et des transports, le taux directeur a donc été relevé, passant de 3,5 % en 2020 à 3,75 % en novembre 2021. Le déficit budgétaire a atteint un niveau record de 10 % du PIB en 2020 du fait des dépenses supplémentaires destinées à atténuer l'impact de la COVID-19, selon les estimations, il devrait se réduire à 5,8 % du PIB en 2021, sous l'effet de l'augmentation des recettes et de la rationalisation des dépenses. L'excédent du compte courant a été estimé à 3,8 % du PIB en 2021, contre 2 % en 2020, en raison de l'amélioration des résultats à l'exportation et de la hausse des prix des matières premières.

Les réserves extérieures sont passées de 54,5 milliards USD en juillet 2021 à 58,4 milliards USD en août 2021 (environ 5 mois de couverture des importations), grâce à l'allocation de DTS. Selon les estimations, la dette publique globale de l'Afrique du Sud a légèrement diminué, passant de 71 % du PIB en 2020 à 70 % en 2021, en raison de l'assainissement budgétaire. Le secteur financier est stable, les banques détenant des fonds propres suffisants : 15,8 % en mars 2020 et 18,07 % en janvier 2022, contre 18,04 % en décembre 2021, soit bien au-dessus du minimum réglementaire de 10,5 %. La pauvreté reste cependant élevée, touchant 55,5 % de la population en 2015, avec un taux de chômage de 35 % en septembre 2021.

Perspectives et risques

L'économie devrait croître de 1,9 % en 2022 et de 1,4 % en 2023, grâce à la croissance du commerce, du tourisme, du secteur minier et de l'industrie. L'inflation devrait grimper à 5,8 % en 2022, en raison de la hausse des prix du pétrole et des hausses probables des prix des denrées alimentaires

suite au conflit Russie-Ukraine, mais devrait diminuer à 4,6 % en 2023. Le déficit budgétaire devrait aussi se creuser pour atteindre à 6,2 % du PIB en 2022 avant de diminuer à 5,1 % du PIB en 2023 grâce aux mesures d'assainissement budgétaire, notamment l'augmentation des recettes fiscales et la réduction du coût salarial. Le compte courant devrait afficher un déficit de 1,4 % en 2022 et passer en excédent de 0,1 % du PIB en 2023, en raison de la reprise de la demande d'importations et de la baisse attendue des prix des matières premières. Parmi les risques à la baisse figurent l'incertitude liée à la pandémie de COVID-19, les contraintes d'approvisionnement en électricité, la gouvernance médiocre des entreprises publiques et les passifs éventuels associés.

Changement climatique et options de politiques publiques

Le pays est le 12^e plus grand émetteur mondial de GES et le plus grand d'Afrique. Il doit aussi faire face aux effets significatifs du changement climatique. Ainsi, à la fin de 2021, de fortes pluies ont provoqué des inondations qui ont entraîné des pertes humaines et des dommages aux biens et aux infrastructures dans certaines parties du pays. Le gouvernement a adopté une législation sur le climat pour soutenir les mesures d'atténuation et d'adaptation en renforçant son engagement envers l'Accord de Paris. L'Afrique du Sud a élaboré une stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, alignée sur le Plan de développement national 2030 ; et en matière d'atténuation, par le biais du Carbon Act 2019, le gouvernement a introduit une taxe carbone de 120 rands par tonne eqCO_2 , ciblant le secteur à fortes émissions de carbone. Le pays met également en œuvre la Stratégie de transition énergétique juste pour une énergie plus propre. Elle a mis à jour sa CDN en 2021 pour y inclure une Stratégie de développement à faible émission de carbone pour les secteurs de l'énergie, de l'exploitation minière, de l'industrie, de l'agriculture et de la gestion des déchets, afin de limiter l'empreinte carbone nationale à une limite maximale de 350–420 Mt eqCO_2 d'ici 2030. Les besoins de financement pour la CDN actualisée sont estimés entre 55 et 59 milliards USD sur la période 2020–2030.

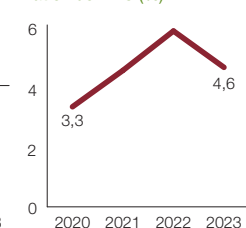
Taux de croissance du PIB réel (%)



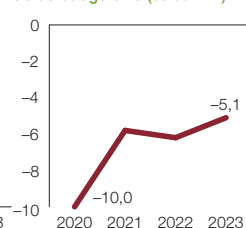
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.